



THEME : “ECONOMIE URBAINE ET DECENTRALISATION : ENJEUX ET DEFIS”

I. CLARIFICATION DES CONCEPTS

L'économie urbaine est une branche de l'économie spatiale ayant pour objet d'étude la ville à travers ses activités économiques. Elle utilise des modèles spécifiques pour analyser les phénomènes urbains, tels que la localisation des agents, la formation des prix fonciers, la congestion, la ségrégation, ou encore le rôle des politiques publiques. Exemple : L'économie urbaine compare les modes de détermination des rentes foncières dans différentes villes du monde.

La décentralisation consiste pour le pouvoir central et ses organismes à transférer les responsabilités juridique, économique et politique au profit des CTD, ces responsabilités peuvent notamment impliquer la prise de décision dans la mise en place des politiques économiques de développement des villes, elle fait ainsi intervenir l'économie urbaine dont l'objectif principal est la répartition de l'activité économique et des acteurs dans l'espace. Il est donc question pour les CTD de penser de manière efficace dans la définition de ses priorités afin d'accélérer l'urbanisation de leurs zones.

II. DEFIS DE L'ECONOMIE URBAINE ET DECENTRALISATION

Le point de rencontre entre l'urbanisme et les politiques économiques se situe à l'échelle locale. Il offre ainsi de meilleures possibilités de synergie entre l'Objectif de Développement Durable (ODD) 8, qui concerne un travail décent, et l'ODD 11 qui concerne les communautés humaines.

Les exécutifs municipaux peuvent, et devraient, tirer profit de cette opportunité car on ne peut pas avoir de villes durables sans aborder la question des moyens d'existence de leurs habitants.

Il en ressort donc un ensemble de défis propres à l'économie urbaine en Afrique regroupé en trois axes majeurs, à savoir :

- 1. Premier axe : l'incapacité à créer ou à distribuer la richesse tout en s'attaquant au problème de la pauvreté.**
- 2. Deuxième axe : la hausse du chômage et du travail informel.**
- 3. Troisième axe : un manque d'infrastructures et de financements permettant de stimuler l'économie locale.**

Malgré ces défis, les CTD offrent de nombreuses opportunités en utilisant l'opportunité offerte par la démographie, avec une population jeune ; en profitant de l'inventivité du secteur informel ; en se servant de la fourniture comme un moyen en soi de créer des emplois locaux.

III. ENJEUX DE L'ÉCONOMIE URBAINE ET DECENTRALISATION

1. LA JEUNESSE DE LA POPULATION URBAINE : UNE OPPORTUNITÉ À SAISIR POUR LES VILLES

Tout d'abord, dans les villes africaines, le chômage des jeunes est élevé. Par conséquent, de nombreux jeunes se retrouvent dans la rue à essayer de gagner leur vie. Même la plupart des jeunes ayant eu accès à une formation professionnelle ne parviennent pas à trouver des emplois qualifiés, ce qui conduit à une déqualification, créant ainsi un cercle vicieux. Mais on devrait considérer les jeunes comme une opportunité liée à la démographie, et non comme un défi. S'ils sont bien formés et motivés, les jeunes contribueront au développement de l'économie urbaine, en apportant des revenus pour eux-mêmes ainsi que pour d'autres s'ils créent de nouvelles entreprises. Prenons un exemple. Au Soudan du Sud, qui est un État fragile, avec des taux de chômage et de sous-emploi élevés chez les jeunes, la création de centres de jeunes pour la paix et le développement (« One Stop Youth Centres for Peace and Development ») a permis d'encourager une coexistence pacifique parmi les jeunes, d'améliorer leurs compétences professionnelles et d'accroître le taux d'emploi en offrant des programmes sur mesure dans les villes de Juba et de Wau.

2. UN SECTEUR INFORMEL VITAL POUR L'ÉCONOMIE URBAINE : TRAVAILLER AVEC L'É-FORMALITY

Ensuite, le taux d'emploi informel est élevé mais il représente une source de revenus. Ceux-ci sont généralement faibles, les conditions de travail ne sont pas adaptées, et il n'offre aucun accès à la protection sociale. Il est difficile pour les producteurs informels de passer dans l'économie formelle. Pire encore, les producteurs et travailleurs informels sont souvent victimes de harcèlement. De la même manière,

l'économie informelle devrait être perçue comme une opportunité, et non pas comme quelque chose qu'il faut éliminer.

L'existence d'un secteur informel dynamique est la preuve que les entrepreneurs et travailleurs informels créent déjà leurs propres revenus. Ils doivent faire preuve d'innovation afin de pouvoir survivre dans des circonstances difficiles. S'ils sont soutenus, leur contribution dans la création de revenus et d'emplois, augmentera également.

La formalisation du secteur informel dépend de la réglementation relative aux entreprises, ainsi que des conditions et relations en matière d'emploi. Mais souvent, les entrepreneurs et travailleurs informels trouvent le processus bureaucratique trop lourd. Les nouvelles technologies électroniques peuvent permettre d'améliorer la situation. Comme l'a révélé l'Organisation Internationale du travail, ces nouvelles technologies peuvent transformer les politiques publiques institutionnelles. Un nombre croissant de collectivités locales encouragent le recours à de ces technologies afin de simplifier et de faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Comme exemples, on peut citer entre autres :

- a) La digitalisation des formalités de création ou des mécanismes de paiement pour les entreprises ;**
- b) La digitalisation des déclarations pour les contrats de travail des travailleurs et la protection sociale ;**
- c) L'amélioration des missions d'inspection du travail grâce à des applications.**

3. SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE LOCALE GRÂCE AUX INVESTISSEMENTS ET AUX INFRASTRUCTURES URBAINES

Enfin, et surtout, les infrastructures ainsi que les mécanismes financiers de soutien à la croissance économique sont souvent insuffisants, voire inexistantes.

Il est difficile pour les entreprises de s'agrandir et même parfois de se créer. Ce que peuvent faire les autorités locales, c'est être à l'origine de cercles vertueux, comme par exemple :

- a) Par l'apport d'un capital d'amorçage.**

L'investissement initial dans la création d'une entreprise et d'emplois est essentiel afin de produire des surplus, et ainsi, des revenus fiscaux qui permettront de financer les dépenses publiques. Cela permettra de rompre le cycle actuel caractérisé par un manque de fonds publics pour les infrastructures ainsi que d'autres enjeux, et par un manque de contributions financières des entreprises et des travailleurs.

b) Par l'utilisation d'infrastructures pour créer plus d'emplois et soutenir l'économie locale.

Bien que les villes aient besoin d'améliorations conséquentes en termes d'infrastructures afin de soutenir l'économie, le déploiement en lui-même de telles infrastructures peut générer des emplois dont l'économie locale a besoin. L'utilisation de techniques nécessitant beaucoup de main-d'œuvre devrait aussi être encouragée dans de nombreuses situations.

Certes, comparées aux techniques nécessitant beaucoup de capitaux, elles sont plus chères et offrent une qualité moindre, mais elles créent également plus d'emplois.

Embaucher de la main-d'œuvre locale signifie que les salaires pourront alimenter l'économie locale avec un effet multiplicateur sur le développement des villes.

Les politiques de promotion de l'emploi devraient également soutenir des groupes spécifiques ayant des besoins spécifiques, tels que les jeunes et les femmes.

c) Par l'évaluation et l'investissement dans les avantages comparatifs de chaque CTD, et ainsi, dans la fabrication de produits locaux.

Il faut identifier les chaînes de valeur locales qui permettent de générer plus d'emplois et investir dans ces chaînes de valeur. Beaucoup de villes africaines pourraient s'appuyer sur l'économie des agglomérations et investir dans la production de matières premières qui se trouvent à la périphérie. Elles pourraient ainsi les vendre à un prix plus élevé tout en créant des emplois. Pour ce faire, il est nécessaire d'encourager l'entrepreneuriat local. Il existe de plus en plus d'exemples de projets qui combinent la construction d'infrastructures pour la réhabilitation des bidonvilles et la création d'emplois locaux. L'un des premiers exemples a été déployé à Hanna Nasif, à Dar es-Salaam, en Tanzanie.

Pour résumer, l'économie urbaine représente une opportunité pour l'Afrique, mais elle doit soutenir les populations pauvres, ce qui nécessite une protection sociale et des politiques de promotion de l'emploi. Les réglementations relatives à la ville et celles concernant l'environnement des affaires devraient être revues afin de créer un environnement plus favorable.

Pour ce faire, il faudrait, entre autres, premièrement, réviser la réglementation des villes et les règlements qui freinent le développement des entreprises et qui entravent la formalisation de l'économie informelle.

Deuxièmement, promouvoir une réglementation équilibrée pour l'utilisation de l'espace public en tant que lieu de travail adapté et organisé pour les petites entreprises.

Troisièmement, faire évoluer la réglementation relative au logement.

Toutes ces actions doivent s'appuyer sur les atouts de votre ville. Vous pouvez commencer par identifier les stratégies relatives aux moyens d'existence de la population, qui sont discrètes, mais qui représentent en fait des opportunités pour l'économie urbaine.

Merci pour votre attention.